

La classe moyenne fuit Bruxelles, coût: 261 millions  
Le Vif - 16/05/15 - Source : Belga

L'exode de la classe moyenne coûte 261 millions à Bruxelles  
Copyright © L'Echo - Anaïs Sorée - 16 mai 2015

'Stadsvlucht kost Brussel 261 miljoen per jaar'  
door © brusselnieuws.be - 16/05/2015

## La classe moyenne fuit Bruxelles, coût: 261 millions

**Le Vif** - 16/05/15 - Source : Belga

*Chaque année, près de 30.000 Bruxellois quittent la capitale. Une bonne partie des "déserteurs" font partie de la classe moyenne (avec des revenus situés entre 20.000 et 50.000 euros bruts annuels).*

Entre 2000 et 2011, celle-ci a baissé de 5,6% à Bruxelles, rapporte [L'Echo](#) samedi.

Bruxelles s'appauvrit. La proportion de faibles revenus est passée de 58,6% à 63,8%. Un phénomène qui impacte les finances communales et régionales. Selon les calculs du député FDF Emmanuel De Bock, cela représente un manque à gagner de 261 millions. La plus grosse perte de recettes est essuyée par les communes: 212 millions d'additionnels à l'impôt des personnes physiques et de précompte immobilier en moins.

"La Flandre a déjà pris certaines mesures fiscales. Elle nous oblige à rentrer dans le jeu de la concurrence. Car si on continue comme ça, dans dix ans on devra demander un nouveau refinancement", avertit-il.

## L'exode de la classe moyenne coûte 261 millions à Bruxelles

Copyright © L'Echo - Anaïs Sorée - 16 mai 2015

*La fuite des "revenus moyens" a des incidences sur les finances communales et régionales bruxelloises: près de 261 millions par an.*

Chaque année, 30.000 Bruxellois quittent la capitale pour s'installer dans l'une des deux Régions voisines. La grande majorité des Bruxellois qui s'en vont font partie de ce qu'on appelle la classe moyenne. Admettons que font partie de la classe moyenne, les personnes qui gagnent entre 20.000 et 50.000 euros brut par an. En 2000, ces personnes représentaient 34,2% des habitants de Bruxelles. En 2011, elles ne représentent plus que 28,5%. D'un autre côté, la proportion de personnes plus pauvres (gagnant jusqu'à 20.000 euros), a augmenté (de 58,6% à 63,8%). Ces

calculs ne tiennent compte ni de l'inflation ni de l'indexation automatique des salaires. Ceux-ci auraient dû provoquer un "enrichissement" virtuel de la population. Or que constate-t-on? Bruxelles s'appauvrit. C'est dire l'ampleur du phénomène. En même temps, la proportion de personnes plus riches est aussi en hausse, surtout la tranche de "très riches" (plus de 100.000 euros). Le départ de la classe moyenne provoque donc une dualisation des revenus. Il crée à la fois plus de pauvreté et plus de richesse.

Emmanuel De Bock, chef de groupe FDF, s'est intéressé à l'impact de cet exode urbain sur les finances communales et régionales. Il a calculé que celui-ci représentait un manque à gagner de 261 millions par année (212 millions pour les communes et 49 millions pour la Région). L'augmentation des plus riches ne compense donc pas la hausse des plus pauvres.

## Mise en garde

Comment le député est-il parvenu à une telle somme? Il a comparé l'évolution de ces deux principales recettes des communes (additionnels au précompte immobilier et à l'impôt des revenus) entre 2002 et 2012. Il a constaté que celles-ci n'ont augmenté que de 146 millions pendant cette période, ce qui équivaut à une hausse de 27% pour les additionnels à l'impôt et 20% pour le précompte immobilier. Or la population a augmenté de 18,6% et l'inflation sur cette période a été de 26%. *"En tenant compte de ces deux paramètres, les recettes communales auraient dû augmenter de près de 25% supplémentaires"*, calcule Emmanuel De Bock. Soit un manque à gagner de 212 millions pour les communes, ce qui représente 100% de leurs recettes liées à l'impôt sur les personnes physiques que perçoivent les communes (210 millions) chaque année. *"Donc, si on avait gardé notre classe moyenne, toute chose étant égale par ailleurs, on aurait pu supprimer les additionnels à l'IPP pour les communes sans même hausser d'autres impôts."* Le député met en garde: *"Si on continue comme cela, dans dix ans, pour retrouver les parts perdues, on devra de nouveau quémander un refinancement."* Il demande d'urgence un "plan classes moyennes". *"Tout l'enjeu est de réussir la mixité sociale"*, dit-il. Et pour lui, *"c'est le fiscal qui sauvera le social"*.

La Région a mandaté un groupe d'experts fiscaux pour préparer une réforme fiscale dont les effets ne sont attendus qu'en 2017. *"On perd du temps, juge le député. Une réforme engagée en 2017 n'aura d'impact qu'en 2018 et donc les citoyens ne verront la réalité de celle-ci qu'en 2019."* La Flandre a déjà mis en œuvre certaines mesures fiscales. *"Elle a déjà revu le bonus-logement. La portabilité des droits d'enregistrement existe déjà. Et elle a diminué ses taux en matière de droits de donation. Elle a une longueur d'avance. Elle nous oblige à rentrer dans le jeu de la concurrence fiscale. Il faut bien se dire qu'une fois que la personne a déménagé en Flandre, elle ne reviendra plus. Il n'y a pas de temps à perdre"*, presse-t-il.

Le gouvernement bruxellois souhaite glisser d'une fiscalité sur le travail vers une fiscalité immobilière en augmentant le précompte immobilier, par exemple. Mais rien n'est formalisé. Des propositions sont attendues d'ici la fin de l'année. Jusqu'à présent, la seule décision prise est la suppression de l'additionnel à l'IPP de 1% et

de la taxe régionale forfaitaire (89 euros par ménage).

Diminuer l'additionnel à l'IPP *Emmanuel De Bock estime que les communes pourraient aussi diminuer leurs additionnels à l'IPP qui oscillent entre 5,9 et 7,5%. "Auderghem fait partie des communes qui taxent le moins. Et que constate-t-on? Elle fait aussi partie des communes qui comprennent l'une des plus grandes proportions d'habitants issus de la classe moyenne (34,6%)"*, remarque le député FDF faisant référence – et ce n'est sans doute pas un hasard – à une commune dirigée par un autre FDF (Didier Gosuin).

Dans le classement, la commune qui comprend la plus grande proportion d'habitants de la classe moyenne est Ganshoren (35,9%). Celle qui comprend la plus faible proportion est Saint-Josse-ten-Noode (21,0%) et c'est celle où l'on retrouve la plus grande part de pauvreté; 45,6% des habitants gagnent moins de 10.000 euros brut par an. Ensuite, c'est Ixelles qui est la deuxième commune la plus pauvre avec 44,4%.

À noter qu'une commune telle qu'Uccle se paupérise. Entre 2005 et 2012, elle a reçu plus de 8.000 déclarations à l'impôt en plus dans la catégorie des moins de 20.000 euros. *"C'est énorme puisque cela représente 14% des nouvelles déclarations bruxelloises, soit 40% d'augmentation pour cette commune"*, souligne le député, qui y siège également conseiller communal. Sur la même période, elle n'a reçu que 2.706 déclarations supplémentaires pour les revenus de 20.000 à 50.000 euros et 2.247 déclarations pour les + de 50.000 euros. En tenant compte de l'inflation (20%), Uccle perd près de 25% de sa classe supérieure entre 2005 et 2012. *"Ceci explique la non-adéquation des recettes des communes avec l'augmentation de la population"*, conclut Emmanuel De Bock.

## 'Stadsvlucht kost Brussel 261 miljoen per jaar'

door © brusselnieuws.be - 16/05/2015

Omdat Brussel elk jaar duizenden mensen met een middeninkomen verliest, lopen gemeenten en Gewest heel wat inkomsten mis. Volgens parlementslid Emmanuel De Bock gaat het om 261 miljoen euro per jaar.

De Brusselse bevolking is voortdurend in beweging. Jaarlijks trekken 30.000 inwoners naar Vlaanderen, Wallonië of het buitenland. Tegelijk trekt Brussel heel wat nieuwkomers aan, zowel uit de buurgewesten als uit andere landen. Daarnaast verjongt de bevolking, en ligt het geboortecijfer veel hoger dan het sterftecijfer. Alles bij elkaar zorgt dat jaar na jaar voor een aanzienlijke bevolkingsgroei.

De extra inwoners zorgen echter niet voor extra inkomsten bij de lokale overheden. Bij de vertrekkers zitten immers meer mensen met een middeninkomen (tussen 20.000 en 50.000

euro bruto per jaar), terwijl de groei van de bevolking vooral bij de lagere inkomens zit. Op die manier is het aandeel van de middenklasse tussen 2000 en 2011 gedaald van 34,2 procent tot 28,5 procent, schrijft L'Echo. Het aandeel armen (inkomen onder 20.000 euro per jaar) steeg in dezelfde periode van 58,6 procent tot 63,8 procent. Tegelijk nam ook het aandeel van de rijkste categorie (meer dan 100.000 euro per jaar) toe. Brussel kent dus een sterke dualisering, maar globaal genomen toch vooral een verarming. Gevolg is dat de inkomsten van gemeenten en Gewest niet even snel stijgen als de bevolking.

Fiscale concurrentie

Volgens berekeningen van parlements lid De Bock lopen de Brusselse overheden jaarlijks 261 miljoen euro aan belastingen en voorheffingen mis door het inkrimpen van de middenklasse. "Als we op de ingeslagen weg verder gaan, moeten we over tien jaar opnieuw pleiten voor een herfinanciering", zegt hij in de krant.

De Brusselse regering, waar De Bocks FDF deel van uitmaakt, wil deze legislatuur een tax shift bewerkstelligen. Zo zou het Gewest over enkele jaren eigendom meer belasten, en minder afkomen van het inkomen uit arbeid. Die hervorming ligt echter nog niet vast en dreigt ook te laat te komen meent De Bock.

"Met de herziening van de woonbonus en andere hervormingen heeft Vlaanderen een lengte voorsprong", aldus het parlements lid en gemeenteraadslid in Ukkel. "Brussel is verplicht om de fiscale concurrentie aan te gaan. Wie eenmaal naar Vlaanderen is verhuisd, keert niet meer terug. Er is geen tijd te verliezen."